

# Une rentrée chargée pour le député (LR) Fabrice Brun

L'Assemblée Nationale fait sa grande rentrée aujourd'hui. Le député de la troisième circonscription ardéchoise, Fabrice Brun (LR), retrouvera pour l'occasion les bancs du Palais Bourbon après s'être octroyé quelques jours de vacances en août. « Les premiers depuis que j'ai lancé ma campagne en décembre 2016. »

Si les premiers débats vont concerner l'agriculture et que le député ardéchois entend intervenir pour « favoriser le rééquilibrage de la relation entre les producteurs et les distributeurs », c'est beaucoup sur le sujet de la loi Pacte, évoquée la semaine prochaine à l'Assemblée Nationale, que Fabrice Brun va se mobiliser.

## Favoriser le retour à l'emploi

« Cette loi vise à améliorer les performances des TPE et PME. Je souhaite justement porter la parole des très petites entreprises. Avec une priorité : répondre à leurs besoins de recrutement. C'est impensable d'avoir un taux de chômage comme celui que l'on connaît en France et autant d'emplois qui sont non pourvus. » Le député veut no-



Agriculture, emplois, finances, santé : le député Fabrice Brun sera sur tous les fronts en cette rentrée.

tamment que soit favorisé « le retour à l'emploi » et qu'une « prestation sociale unique » soit mise en place. « Il faut fixer un vrai différentiel entre les revenus du travail et ceux de la solidarité. Mais c'est un vaste chantier. »

## Prendre conscience du manque de médecins en territoires ruraux

Autre sujet qui va être débattu dans les semaines qui viennent au Palais Bourbon, la loi de finances et celle de financement de la sécurité sociale. Concernant la première, Fabrice Brun entend être vigilant quant « au maintien des taux réduits de TVA, essentiels pour les acteurs économiques des territoires ruraux comme le nôtre. Ceux dans le bâtiment et dans la restauration sont dans le viseur de Bercy. »

L'élus ardéchois souhaite de la même façon surveiller la question des pensions de réversion, qui pourraient elles aussi être sur la sellette. « C'est une question de justice sociale pour des

veuves ou des veufs qui touchent de petites retraites et qui ont besoin de ces pensions pour payer leur loyer ou leur électricité. »

Concernant la loi de financement de la sécurité sociale, Fabrice Brun veut faire entendre le message suivant : « Nos dirigeants doivent prendre conscience du problème de présence de médecins généralistes et spécialistes dans nos territoires ruraux. Pourquoi ne pas obliger les jeunes médecins qui débutent à effectuer trois années dans un territoire sous-doté ? Il faut aussi que nous arrivions à attirer plus de jeunes internes en stage, afin qu'ils envisagent par la suite de s'installer dans le cadre d'un exercice regroupé en maison médicale ou maison de santé. »

Baptiste CAMILLERI

## LA PHRASE

« L'Ardèche est mon moteur. Les Ardéchois sont mon carburant. Je veux continuer à être actif à Paris comme ici, sur le terrain »

Fabrice Brun Député de la 3<sup>e</sup> circonscription ardéchoise



Le député souhaite que l'État prenne conscience du manque de médecins généralistes et spécialistes en territoires ruraux. Archives DL

## Il pousse un gros "coup de gueule" contre la qualité du réseau téléphonique

C'est son "coup de gueule" de la rentrée. Fabrice Brun tient à monter au créneau concernant la qualité du réseau téléphonique sur plusieurs secteurs de sa circonscription. Encore plus à l'heure où « l'opérateur historique (Orange, N.D.L.R) vient d'annoncer la fin programmée du réseau de téléphonie fixe ».

Le député veut tirer la sonnette d'alarme : « Dans nos territoires ruraux, nous avons encore besoin du téléphone fixe. Surtout que la fibre optique mettra du temps à arriver et, il faut bien le dire, elle ne sera pas installée de partout. »

Fabrice Brun constate qu'il y a encore « de nombreuses zones blanches de téléphonie mobile. Quand je prends l'exemple de Ma-



Fabrice Brun regrette que l'opérateur historique, Orange, ait annoncé la fin du téléphone fixe si important encore en territoire rural. Archives DL

zan-l'Abbaye, ils n'ont plus de téléphone depuis des mois. C'est inacceptable qu'ils doivent attendre autant. On met en danger des personnes fragiles qui vivent sur ce territoire ainsi

que des activités économiques. Je vais continuer à monter au créneau auprès de l'opérateur historique pour trouver des solutions. »

B.C.

## Un avis bien personnel sur réforme constitutionnelle

Fabrice Brun a un avis bien à lui sur la question de la réforme constitutionnelle\*. « Je dis "oui" à la baisse du nombre de parlementaires. Nous sommes actuellement 577. On serait 400. Et à 400, on peut travailler. Je dis "oui" également à la limitation dans le temps des mandats. J'ai tendance à penser que la politique, on fait quelque chose avant et on fait quelque chose aussi après. »

Par contre, l'élus des Républicains se dit « contre la limitation du nombre d'amendements que peut déposer un député. C'est la liberté du parlementaire. Depuis mon élection, j'en suis à 350. » Il refuse aussi que soit

## L'INFO EN +

### UN CONTEXTE DIFFÉRENT AU NIVEAU LOCAL...

Contrairement à la rentrée parlementaire 2017, Fabrice Brun constate que le contexte est bien différent. D'abord au niveau local : « Nous n'avons plus l'épée de gaz de schiste au-dessus de la tête dans notre territoire. Je suis fier d'avoir tordu le cou à ces projets. » Le député se félicite aussi que le budget lié au financement de la fibre optique avec l'Ardèche Drôme numérique ait été bouclé grâce aux 147 millions d'euros qui étaient promis par l'État et qui seront bien mobilisés. « Les députés et sénateurs de toutes les sensibilités s'étaient mobilisés sur le sujet. »

### ... MAIS AUSSI AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, Fabrice Brun pense que « l'attention bienveillante envers le président Emmanuel Macron s'est transformée en exigence des Français. Après 18 mois de pouvoir, les premiers résultats apparaissent. Et je constate que le gouvernement a une bonne calculatrice, il lui manque une boussole. Le pays est prêt à faire des efforts, les Français ne sont pas des Gaulois réfractaires. Mais ils ont besoin de savoir où on va. »

Le député s'inquiète notamment du sort qui semble être réservé aux retraités. « On a l'impression que le président a un problème avec eux et qu'il existe un vrai risque de fracture générationnelle. Il faut la combattre parce que je sais ce qu'on doit à nos aînés. »

B.C.

Elle a été suspendue le 23 juillet pour cause d'affaire Benalla. On ne connaît pas encore la date de son retour devant l'Assemblée Nationale.